

N° 5113<sup>6</sup>

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

## PROJET DE LOI

modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966  
portant institution d'un Conseil économique et social

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES**  
relatif au projet de loi et au projet de règlement grand-ducal fixant  
la répartition des mandats des groupes patronal et salarial au sein  
du Conseil économique et social

(22.10.2003)

Par lettre du 19 mars 2003, Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre d'Etat, a soumis le projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Le projet a pour objet l'adaptation de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil économique et social (CES) à l'environnement socio-économique actuel.

2. Le CES, créé en 1966, est une institution consultative permanente du Gouvernement en matière d'orientation économique et sociale. Il est une enceinte de réflexion sur des problèmes économiques, sociaux et financiers auxquels il s'agit de trouver des solutions appropriées et de préférence consensuelles.

Ainsi le CES est-il un organe de réflexion qui se situe en amont des initiatives législatives du Gouvernement.

De composition tripartite, le CES comprend des représentants du patronat, du salariat ainsi que du Gouvernement.

3. L'environnement socio-économique national, conditionné de plus en plus par le contexte européen, a suscité le besoin d'une réforme.

L'adaptation de la loi modifiée du 21 mars 1966 précitée à l'environnement socio-économique actuel, nécessite une précision et un élargissement des missions du CES.

4. En attribuant des nouvelles missions au CES, le projet évite néanmoins l'empiètement avec les missions revenant classiquement au Comité de coordination tripartite.

Le Comité de coordination tripartite a été créé avec l'avènement de la crise économique dans les années soixante-dix.

A l'opposé du CES, celui-ci est un instrument d'action politique directe, destiné à intervenir en temps de crise pour trouver des solutions rapides.

5. Outre l'augmentation du champ d'action du CES, le projet préconise en outre une modification de la composition et des modalités de fonctionnement du CES.

### **1. Elargissement du champ d'action du CES**

6. Le rôle fondamental du CES, qui est celui de concertation en matière socio-économique au niveau national, se voit élargi à deux missions nouvelles, l'une rendue nécessaire par l'emprise grandissante de

la politique supranationale sur la politique nationale, l'autre par le besoin pressant de doter le dialogue social d'un cadre institutionnel.

*– Le CES, organe d'orientation en matière de politique supranationale*

7. Le déplacement progressif du pouvoir décisionnel du plan national vers le plan européen oblige le CES d'inclure dans ses réflexions l'évolution au niveau européen.

De plus en plus la législation nationale n'est que le fruit de la transposition d'une directive européenne. Le droit national est donc de plus en plus conditionné par la législation européenne et la marge de manoeuvre du Gouvernement est réduite.

8. D'où l'importance de l'intervention du CES dans la phase de préparation de la législation européenne et de sa connaissance des orientations des politiques européennes.

9. Afin de remplir son rôle d'organe consultatif en matière de politique supranationale, le CES doit notamment pouvoir entrer régulièrement en contact avec les différents représentants luxembourgeois auprès des différentes institutions communautaires et interrégionales.

10. Ainsi le projet de loi fixe-t-il les nouveaux attributs du CES:

- accompagnement par ses avis de la coordination des politiques économiques des différents Etats membres de l'Union européenne;
- conseil au Gouvernement en matière de politique économique, sociale et financière supranationale;
- organisation de la concertation avec les délégations luxembourgeoises du Comité économique et social de la Grande région, du Conseil consultatif économique et social de l'Union économique Benelux et du Comité économique et social européen.

*– Le CES, organe d'encadrement du dialogue social aux niveaux national et européen*

11. Dans son avis du 21 décembre 2000, le CES „a jugé indispensable de mettre en place la plate-forme et les procédures nécessaires permettant d'institutionnaliser, au niveau du CES, le dialogue social, qui depuis toujours constitue son terrain de prédilection“.

12. C'est dans cette optique que le projet de loi sous avis attribue la mission „d'encadrement et d'accompagnement du dialogue social national et européen“ au CES.

13. Au sens large, la notion de „dialogue social“ est synonyme des relations collectives entre partenaires sociaux en général.

14. Au niveau national, l'utilisation du concept de dialogue social couvre le fonctionnement de la concertation socio-économique entre partenaires sociaux, que ce soit au sein du CES, du Comité de coordination tripartite ou des instances de régulation des rapports collectifs de travail. De fait, il y a dialogue social à chaque fois que les partenaires sociaux se mettent autour d'une table.

15. En vertu du commentaire des articles du projet sous avis, la nouvelle mission d'encadrement et d'accompagnement du dialogue national permettra au CES d'aviser des thèmes relevant du dialogue social et d'émettre des recommandations y relatives, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement.

16. Au niveau européen, le concept du dialogue social est consacré du point de vue légal et fonctionne avec des règles bien définies.

Ainsi les partenaires sociaux interviennent-ils obligatoirement dans le processus de décision communautaire en matière sociale. Ils peuvent engager des négociations sur les propositions émises par la Commission, négociations qui peuvent mener à des accords européens entre partenaires sociaux, voire à des directives européennes.

17. Selon le commentaire des articles du projet sous avis, il sera dorénavant systématiquement procédé au niveau du CES à une concertation entre celui-ci et les partenaires sociaux nationaux,

participant au dialogue social européen. En cas de conclusion d'accords au niveau du dialogue social européen, le CES pourra intervenir pour apprécier la volonté des partenaires sociaux à transposer au niveau national. A cette fin le CES pourra inviter les partenaires sociaux à négocier sur le plan inter-professionnel ou sectoriel, et le cas échéant communiquer au Gouvernement les divergences entre les positions respectives.

18. La Chambre des Employés Privés accueille favorablement les nouvelles attributions du CES, alors que celles-ci satisfont aussi bien les besoins socio-économiques actuels, que les souhaits formulés par le CES dans son avis du 21 décembre 2000.

## **2. Elargissement de la composition du CES**

19. Actuellement le CES comprend 35 membres effectifs et autant de suppléants, dont 14 représentants salariaux, 14 représentants patronaux et 7 représentants indépendants à l'égard des organisations professionnelles représentées au sein du CES. Parmi ces 7 membres indépendants, 4 représentants sont cooptés par les membres mêmes du CES et les 3 autres sont nommés directement par le Gouvernement en conseil.

20. Le projet de loi sous avis, abolit le système de la cooptation.

Seuls trois groupes clairement définis se distingueront désormais au CES: le salariat, le patronat et les membres nommés directement par le Gouvernement.

21. Portant le nombre des membres du CES à 39, le projet prévoit l'attribution de 18 sièges au salariat et 18 sièges au patronat, à nommer par le Gouvernement en conseil sur proposition des organisations professionnelles, voire des organisations syndicales les plus représentatives sur le plan national en ce qui concerne les représentants salariaux.

Trois représentants seront directement nommés par le Gouvernement en conseil.

22. L'attribution des mandats à l'intérieur des groupes patronal et salarial en fonction des secteurs économiques ne sera plus fixée par la loi mais par voie de règlement grand-ducal, ceci afin de permettre une adaptation plus souple et facile de la composition du CES aux évolutions socio-économiques futures.

23. De ce fait un projet de règlement grand-ducal fait partie intégrante du projet sous avis.

24. Ce projet préconise la répartition suivante:

- groupe patronal: 13 représentants des entreprises, 2 représentants des professions libérales et 3 représentants de l'agriculture et de la viticulture;

Ainsi est-il prévu d'attribuer 3 des 4 nouveaux mandats du groupe patronal au secteur des entreprises et 1 nouveau mandat au secteur des professions libérales.

- groupe salarial: 14 représentants des salariés du secteur privé et 4 représentants de salariés du secteur public.

De fait les 4 nouveaux mandats revenant au groupe salarial sont attribués aux salariés du secteur privé.

25. Alors que la composition tripartite du CES est préservée par le projet de loi, la CEP•L marque son accord avec les modifications envisagées.

## **3. Quant aux modalités de fonctionnement du CES**

26. Le projet prévoit plusieurs nouveaux éléments tenant au fonctionnement du CES, dont les plus importants sont les suivants:

- possibilité pour une organisation mandante de proposer au Gouvernement la révocation de son délégué membre du CES, dès lors que celui-ci ne fait plus partie de cette organisation;

De même l'organisation peut proposer un candidat pour remplacer ce délégué.

- le président et les deux vice-présidents du CES seront toujours nommés par le Grand-Duc sur proposition des membres du CES pour une durée de 2 ans;

Or, le renouvellement de leur mandat ne sera plus possible et suivant le principe de la rotation les présidents et vice-présidents émaneront successivement pour chaque période biennale des trois groupes représentés au CES.

De fait le projet entérine une pratique consacrée dans le règlement intérieur du CES de 1972.

- les membres du secrétariat du CES jouissant à ce jour du statut d'employé d'Etat, bénéficieront désormais du statut de fonctionnaire d'Etat;
- alors que le champ d'action du CES est augmenté, le projet sous avis prévoit parallèlement une augmentation du personnel assistant les membres du CES dans la mise en oeuvre de leurs missions.

27. La Chambre des Employés Privés marque son accord avec les modifications envisagées.

• L'avis a été élaboré par la Commission économique de la CEP•L qui est composée de: Jos Kratochwil, Président, Martine Mirkes, Rapporteur, les membres: Lex Breisch, Norbert Conter, Marie-Jeanne Demuth, Siggi Farys, Fernand Gales, Marc Glesener, Jean-Paul Laplanche, Gaby Schaul-Fonck, Fernand Schott, Marc Spautz, Robert Weber, Denise Weber-Ludwig et Nico Wennmacher.

La Commission Economique s'est réunie en dates des 2 mai, 8 mai, 20 mai, et 18 juin 2003.

Le projet en question figurait à l'ordre du jour de la Commission Ad Hoc qui est composée de: Jos Kratochwil, Président, Martine Mirkes, Rapporteur, les membres: Lex Breisch, Marc Glesener, Pierre Liefgen, Jean-Claude Reding, Marc Spautz, Robert Weber et Nico Wennmacher.

La Commission Ad Hoc s'est réunie en date du 11 septembre 2003.

Luxembourg, le 22 octobre 2003

*Pour la Chambre des Employés Privés,*

*Le Directeur adjoint,*  
Norbert TREMUTH

*Le Président,*  
Jos KRATOCHWIL